

**INTERVENTION de Jean-Pierre DELANNOY  
CANDIDAT AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL  
AU 49<sup>ème</sup> CONGRES CONFEDERAL**

Avant tout, je voudrais couper court aux rumeurs me concernant.

Je ne suis membre d'aucune organisation politique et ma candidature au poste de S/G n'est pas une candidature individuelle.

Elle est issue d'une convergence de nombreux syndiqués et collectifs CGT qui se retrouvent sur une orientation de lutte de classe et de masse. A ce jour, elle a reçue plus de 2000 soutiens d'organisations syndicales, de militantes et de militants.

Le Congrès étant l'instance souveraine, cette candidature a toute sa légitimité.

Il appartient donc au Congrès d'end ébattre, d'autant plus qu'à l'ouverture du 49<sup>ème</sup> Congrès, ce sont tous les mandats qui sont remis à plat.

Le véritable danger pour la CGT n'est pas le débat, mais l'orientation que tente de nous imposer la Confédération.

Une orientation qui tourne le dos aux idéaux, aux conceptions et aux armes de la classe ouvrière qui ont fait la particularité et la force de la CGT.

**Maintenant les raisons de fond qui ont motivé cette candidature**

C'est tout d'abord, sortir de la démarche institutionnelle, et redonner la priorité aux organisations syndicales à la base.

La CGT ne doit pas être une organisation syndicale d'accompagnement du système capitaliste et de la politique gouvernementale.

La CGT doit redevenir un outil de lutte au service de la classe ouvrière et de tous les travailleurs ! Pour cela il nous faut redéfinir les objectifs revendicatifs clairs, précis qui répondent aux attentes des salariés, à leurs revendications exprimées dans les luttes.

Plutôt que des repères revendicatifs évasifs comme le « salaire décent » ou le « développement humain durable », les salariés demandent dans un 1<sup>er</sup> temps

- 300 Euros d'augmentation de salaire en guise de rattrapage pour les pertes de pouvoir d'achat accumulées ces dix dernières années avec la refonte des grilles des salaires.
- Arrêt des licenciements dans le Privé et des suppressions de postes dans le Public. Et nous parlons de tous les licenciements, pas seulement des licenciements boursiers.
- Retour à 37 ½ années de cotisations pour les salariés du Public, et retraite pleine et entière à 55 ans pour les salariés du privé.
- Arrêt des privatisations de la poste, de l'énergie et des transports, renationalisations de tous les services publics et de bien d'autres secteurs

Enfin, nous affirmons que nous ne pourrons pas obtenir de nouveaux droits syndicaux si nous ne parvenons pas à faire respecter les libertés syndicales dans les entreprises, dans le Privé comme dans le Public ! Car trop nombreux sont nos militants victimes de la vindicte patronale ou des directions des services publics !

Mais pour gagner nous avons besoin d'en finir avec la spirale de l'échec dans laquelle nous a conduits la stratégie du syndicalisme rassemblé ces 10 dernières années.

L'unité d'action doit se faire à partir des revendications des salariés et non dans la démarche consensuelle entre les Confédérations syndicales dans laquelle les salariés ne se retrouvent pas, ni dans le consensus ni dans la stratégie de luttes.

Comment peut-on croire un seul instant faire reculer le Patronat et son gouvernement Sarkozy avec des mobilisations épisodiques tous les 2, 3 ou 4 mois ? !!!

Ce n'est pas d'une restructuration interne dont nous avons besoin pour développer les luttes et pour permettre une syndicalisation massive, mais d'une ligne offensive et clairement du côté de la lutte des classes !

Au contraire, ce sont les luttes qui sont sources de rassemblements et de syndicalisation massive !

Nous ne voulons pas de cette restructuration car elle va encore et davantage institutionnaliser la CGT, la hiérarchiser et la technocratiser.

Ce sont les prérogatives des syndicats d'entreprises, des Unions locales et Unions professionnelles (les structures de base) qui vont à terme être menacées par cette centralisation des pouvoirs et des moyens.

Comme par hasard, cette restructuration répond précisément aux injonctions de la CES.

Cette même CES dont le secrétaire général, John MONKS, semble être plus préoccupé d'essayer de sauver le Capitalisme, la CES qui s'était prononcé pour le projet de Constitution européenne qu'avait rejeté le CCN.

La restructuration interne prônée par la Commission ad hoc a beaucoup de similitudes avec le recentrage de la CFDT lors de son Congrès de 1978 et dont la conséquence fut la remise en cause dans les années 80, 90, de nombreux accords obtenus de haute lutte.

Voilà quelques raisons de fond qui ont motivé des organisations syndicales et des militants à me proposer comme candidat à ce 49<sup>ème</sup> Congrès.

C'est aussi pour rendre visible une contestation qui ne fait que grandir au sein de notre organisation syndicale et qui ne peut pas s'exprimer tant tout est fait pour empêcher le débat démocratique.

Rappelons que, lors des 3 derniers Congrès, ce sont plus de 1000 amendements qui ont été déposés sans qu'aucun ne soit jamais retenu ! ! !

Pour finir, la CGT doit aussi renouer avec la solidarité internationale des peuples et des travailleurs en lutte dans le monde et réinvestir profondément les questions culturelles et l'éducation populaire indispensables à l'émancipation.

Les salariés ne peuvent plus attendre, nous devons assumer notre responsabilité vis-à-vis de la classe ouvrière et de tous ceux qui payent dans leur tête et dans leur chair la facture du capitalisme !

**Voilà les véritables enjeux de ce Congrès**